

débat, la *Petite-Entente* soit dissoute comme organisation économique et que les cinq Etats intéressés puissent discuter entre eux en égaux, libres de tout engagement économique.

Il se refuse à admettre que l'Autriche et la Hongrie puissent adhérer à la *Petite-Entente*, ou même espérer avec elle des relations économiques, alors que cette formation n'est à ses yeux qu'un bloc politique, hostile aux deux Etats voisins.

M. le Dr Gratz, prenant à partie la *Petite-Entente*, l'avait accusée, de son côté, d'avoir des effets très désavantageux pour l'organisation politique de l'Europe ; — d'avoir divisé les peuples de l'Europe centrale en deux camps : d'un côté la Hongrie, de l'autre les trois Etats voisins de la Hongrie. Il avait en outre accusé la *Petite-Entente* d'être dirigée contre la Hongrie.

A ces opinions émises par les représentants qualifiés de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Hongrie, doit s'ajouter l'opinion de l'Autriche. Celle-ci a été exprimée par la presse viennoise, en des commentaires sur la Conférence de Stresa, assez divergents, suivant le point de vue propre à chaque journal.

L'*Arbeiter Zeitung*, « organe socialiste », a vu à Stresa deux camps irréductibles : celui de l'Allemagne et de l'Italie d'un côté ; de l'autre, celui de la France et de ses vassaux de l'Europe centrale et orientale. La France poursuit son but politique de créer sur le Danube un bloc soumis à son hégémonie et coupant l'Allemagne de l'Italie. Celle-ci oppose à cette conception du bloc danubien, un système d'accords bilatéraux, assurant à elle-même et à l'Allema-